

Service Environnement

QUIMPER, le 12/04/2023

Départ n°: 2023 1845

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/02/2023

Contexte et constats

GÉORISQUES

Publié sur

EARL Pisciculture TISON

Moulin de Lescoat
29260 LESNEVEN

Code AIOT : 0052901558

Références réglementaires :

- Arrêté préfectoral n° 91/0523 du 27 mars 1991 autorisant M. JAFFRES Dominique à exploiter la pisciculture sise au Moulin Lescoat à LESNEVEN
- Arrêté ministériel du 1^{er} avril 2008 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les piscicultures d'eau douce soumises à autorisation au titre du livre V du code de l'environnement (rubrique 2130 de la nomenclature des installations classées), modifié par l'arrêté du 8 juin 2017

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/02/2023 dans l'établissement EARL Pisciculture TISON implanté lieu-dit Moulin de Lescoat 29260 LESNEVEN.

L'inspection a été annoncée le 18/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Elle a été effectuée à l'occasion d'une inspection conjointe DDPP service Environnement / DDTM service SEB pôle police de l'eau, dans le cadre de la vérification de la conformité des prises d'eau des piscicultures situées sur le Kerallé, la Flèche et le Quillimadec, toutes exploitées par monsieur Thomas TISON, et de manière à permettre une mise à jour de l'arrêté d'autorisation à l'occasion du changement d'exploitant et de la transmission en date du 24 mai 2021 d'un dossier portant à connaissance des modifications de la pisciculture et d'une étude d'acceptabilité environnementale.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EARL Pisciculture TISON
- lieu-dit Moulin de Lescoat 29260 LESNEVEN
- Code AIOT : 0052901558
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement est spécialisé dans l'activité d'élevage de truites Arc-en-ciel, qui assure le pré-grossissement des truitelles et le grossissement des truites, et réalise dans l'ancien moulin, une activité d'écloserie-alevinage. L'exploitation de la pisciculture est autorisée par arrêté préfectoral en date du 27 mars 1991.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- conformité d'exploitation de l'installation (critères biomasse annuelle produite et stock mensuel de biomasse, forage alimentant l'écloserie) et modifications apportées à l'installation, dispositifs de mesure des débits, dispositifs de franchissement de la prise d'eau (continuité écologique), suivi des débits en 2022, conformité du rejet et son impact sur l'état écologique du Quillimadec.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Exploitation et modifications de l'installation	Arrêté préfectoral du 27/03/1991, art. 2 et 12	/	Sans objet
3	Continuité écologique	Arrêté ministériel du 01/04/2008, art. 7	/	Sans objet
4	Suivi des débits	Arrêté ministériel du 01/04/2008, art. 23	/	Sans objet
5	Conformité du rejet	Arrêté préfectoral du 27/03/1991, art. 4 et 5	/	Sans objet

La fiche de constat suivante ne fait pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Dispositifs de mesure des débits	Arrêté préfectoral du 27/03/1991, art. 5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

N° de point de contrôle	Non- conformité	Mesures et actions correctives attendues	Délai
1	1. Absence de traitement des effluents en sortie des bassins d'alevinage et éclosérie.	Mise en oeuvre d'une procédure de suivi du rejet issu de l'éclosérie et des bassins d'alevinage, en sortie des bassins d'alevinage, avant son mélange dans le canal de sortie avec le rejet filtré issu des bassins d'élevage, afin de mesurer la part de pollutions supplémentaires intervenant dans le rejet total de la pisciculture, pour la mesure des concentrations du rejet sur les 4 paramètres MES, ammonium, nitrites et orthophosphates.	* Transmission de la procédure 2 mois * Mise en oeuvre: fréquence de prélèvement mensuelle , à chaque prélèvement aval 100 m réalisé pour analyse Capinov
	2. Implantation d'un forage non conforme, sur un terre-plein de route: * distance des 35 m d'une source de pollution potentielle non respectée * aménagements non conformes: tête de forage, cimentation annulaire	Mise en oeuvre d'une autre source d'alimentation en eau pour l'éclosérie, si le forage est définitivement abandonné (comblement du forage), en raison de sa situation (démarche en cours auprès du Conseil départemental du Finistère). Transmission de la solution retenue en accord avec le département du Finistère.	Transmission de la solution retenue par le CD29 : selon son calendrier
	3. En période d'étiage 2022, dépassement du stock de biomasse autorisé durant 4 mois, de juin à septembre	Maintien du stock de biomasse autorisé, dès la prochaine période d'étiage 2023.	Etiage 2023
2	Conformité des dispositifs de mesure des débits.	Néant	-
3	Dispositifs de franchissement non-conformes	L'exploitant fait réaliser un diagnostic de conformité des dispositifs de franchissement par un bureau d'étude spécialisé, qui propose des solutions de mise en conformité. Pour avis sur cette mise en conformité, vous pourrez solliciter une expertise de l'OFB et vous appuyer sur leurs recommandations pour mettre en oeuvre le dispositif adéquat.	* Transmission de la solution technique détaillée (avec plans et coupes cotées) 15/12/24 * Réaliser les travaux d'aménagement des ouvrages : 15/12/25
4	Pas d'enregistrement du Q réservé à l'étiage 2022, à fréquence minimale 1 fois/ 15 j.	Demande d'enregistrement des débit réservés pour l'étiage 2023, à partir de la cote lue sur l'échelle limnimétrique et enregistrée.	* Mise en oeuvre: étiage 2023
5	- Absence de résultats transmis des 5 contrôles mensuels 2022 réalisés le 28/02, 31/03, le 30/07, le 30/11 et le 30/12.	Transmission des rapports des analyses mensuelles du laboratoire Capinov réalisées sur des prélèvements du 28/02, 30/03, 30/07, 30/11 et 30/12.	* Transmission des 5 rapports d'analyses : 2 mois
	- Impact du rejet de la pisciculture sur l'état écologique du Quillimadec, classé en état écologique moyen, en raison des paramètres déclassants Nitrates et Phosphore total (BV algues vertes)		

1. Dépassement du différentiel NH4 > 0,5 mg/L norme du bon état physico-chimique, sur 8 contrôles réalisés en 2022 (5 à l'étiage 2022 et 3 contrôles en décembre 2022)	Transmission de l'interprétation des résultats d'analyses non conformes en NH4 (débit, quantité d'aliment distribué, taux de rationnement/ stock poisson, etc.);	* Interprétation des résultats: 2 mois
2. La quantité d'aliment distribué n'a pas été adaptée durant 6 mois en 2022 (d'avril à juin et de septembre à novembre), pour respecter la norme du bon état en fonction du débit rivière QMNA5	Mise en place d'un tableur pour le calcul de l'aliment distribué en fonction des débits dérivés et des concentrations amont pour le respect des paramètres ammonium, nitrites et orthophosphates, afin d'adapter la quantité d'aliment distribué au débit disponible et maîtriser l'impact du rejet de la pisciculture.	* Mise en oeuvre de la mesure corrective : étiage 2023
3. Les résultats du suivi milieu en amont du rejet de la station d'épuration de Lesneven, station située en aval du rejet de la pisciculture, ont montré: * des concentrations en NH4 et en NO2 qui sont supérieures à celles mesurées par l'exploitant, durant l'étiage 2022, au même jour de prélèvement (paramètre NH4) ou à la même semaine de prélèvement (NO2); * des concentrations en Phosphore total, supérieures au seuil du bon état.	Mise en oeuvre de contrôles externes de recalage, afin de comparer sur un même échantillon les résultats d'analyses réalisées par l'exploitant et les résultats des analyses réalisées par un laboratoire selon une méthode normalisée, pour les paramètres ammonium, nitrites et orthophosphates ; analyses comparées à réaliser sur des prélèvements instantanés et des prélèvements 24 h.	* Mise en oeuvre: étiage 2023

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Exploitation et modifications de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 27/03/91, articles 2 et 12 – Déclaration d'un stockage d'oxygène liquide en date du 24 juin 1992
Thème(s) : Risques chroniques, conformité au dossier déposé, dossier installation classée
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>- Caractéristiques de l'exploitation autorisée:</p> <p>* tonnage annuel autorisé : 100 t</p> <p>* à l'étiage, respect du stock de biomasse maximal selon la formule : $200 \times Q$ dérivé en L/s</p> <p>* cuve de stockage d'oxygène liquide : 625 L soit 710 kg.</p> <p>- Toute modification apportée par l'exploitant à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet, avec tous les éléments d'appréciation.</p>

Constats :**I. Evolution des structures :**

- Traitement des effluents en sortie des bassins d'alevinage et éclosierie : écoulement direct dans le canal de rejet de la pisciculture; le bassin de décantation de 6 m³ en sortie des bassins d'alevinage, prévu dans le dossier portant à connaissance les modifications, en date du 21 mai 2021, n'a pas été construit.

L'exploitant propose un suivi mensuel de ce second rejet, afin de mesurer l'impact réel sur la qualité de la rivière.

- Traitement des effluents en sortie des bassins d'élevage : installation d'un filtre à tambour (diamètre maillage 100 micromètres), conformément au dossier du 21 mai 2021, en remplacement des 3 bassins de décantation de 150m³.

Le bassin de décantation avec long déversoir et à lame fine de 300 m³, prévu par l'AP du 27 mars 1991, n'a pas été construit. La capacité du filtre à tambour est suffisante pour traiter le volume des effluents rejeté, au regard du débit d'eau maximum alimentant la pisciculture en période de hautes eaux, de 300 L/s (capacité de traitement du filtre de 390 L/s).

- Installation d'oxygène liquide : cuve de 12 000L, soit 13,63 t (donc inférieure à 15 t) notée dans le dossier du 21 mai 2021, en remplacement de la cuve de 625 L.

- Forage alimentant l'éclosierie situé sur un terre-plein de route, à l'intersection avec la RD788 : forage non conforme :

1. distance des 35 m d'une source de pollution potentielle non respectée;
2. tête du forage non protégée (fermeture par couvercle béton et plaque métallique posés sur l'ouverture, fissures et détérioration de la buse en partie aérienne), cimentation annulaire non réalisée;
3. source reliée à un bassin d'orage, résurgence des eaux dans le bassin quand le pisciculteur n'exploite pas le forage. Un exutoire envoie l'eau du bassin dans la rivière Quillimadec (mélange eau potentiellement souillé avec eau souterraine).

- Ce forage est enregistré sur l'application Infoterre du BRGM : N° BSS000SYQF : ancien numéro BSS: 0239 1X 0019/F1 caractéristiques : profondeur 36 m date fin de travaux 19/08/1979 débit fin de forage 7 m3/h Coordonnées géographiques X(km) : 122,050 – Y(km) : 121,090 – Z : 69 m

II. Bilan annuel 2022 :

* Production biomasse 2022 (janvier à décembre 2022) : 89,085 t, conforme < 100 t

* Quantité d'aliment distribué : 99,462 t / IC 1,11

- dossier 1991 106,024 t aliment distribué /an soit IC 1,06

- dossier 2021 92 t aliment distribué /an soit IC 1 à 1,1 pour production max. 84 t / 92 t en débit QMNA5, la quantité d'aliment distribué est supérieure à 92 t, mais la production de biomasse est inférieure à 100 t.

* En période d'étiage 2022, dépassement du stock de biomasse autorisé durant 4 mois, de juin à septembre:

Date	(1)Débit en L/s	(2)Stock biomasse en kg	(3)Stock autorisé : (1) x 200	Ecart (3)-(2)	Stock mensuel dossier 1991
28.06	129	49517	25800	23717	6000
30.07	52	38234	10400	27834	9000
04.08	46	37669	9200	28469	9000
30.09	91	37702	18200	19502	19000
26.10	263	44905	52600	-7695	31000

Demande de l'inspection:

1. L'exploitant devra mettre en oeuvre une autre source d'alimentation en eau pour son éclosierie, le forage devant être à terme définitivement abandonné (comblement du forage), en raison de sa situation (démarche en cours auprès du Conseil départemental du Finistère). Il transmettra à l'Inspection des installations classées, la solution retenue en accord avec le département du Finistère.

2. Afin d'en mesurer la part de pollutions supplémentaires intervenant dans le rejet total de la pisciculture, l'exploitant devra mettre en oeuvre une procédure de suivi du rejet issu de l'éclosierie et des bassins d'alevinage, en sortie des bassins d'alevinage, avant son mélange dans le canal de rejet avec le rejet filtré issu des bassins d'élevage. L'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées cette procédure, pour la mesure des concentrations du rejet en MES, ammonium, nitrites et orthophosphates.

3. Maintien du stock de biomasse autorisé, à la prochaine période d'étiage 2023.

Type de suites proposées : Susceptible de suites (demandes n° 2 et 3)

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Dispositifs de mesure des débits

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 27/03/1991, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, prélèvements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant installera un seuil jaugeur, ou autre dispositif de mesure, permettant le relevé journalier des débits dérivés.
Constats : Conformité des dispositifs de mesure des débits : 1. Dispositif de mesure du débit réservé : * Q réservé établi à 47 L/s dans l'étude d'acceptabilité IDEE Aquaculture de mai 2021 * Q réservé évalué au moyen d'une échelle limnimétrique disposée au niveau du seuil équipé de vannes, à la sortie de la passe à poisson: La courbe de tarage Fish pass de novembre 2002, indique: <ul style="list-style-type: none">➤ une cote de 0,075 m pour le respect du dixième restitué (environ 40 L/s);➤ une cote 0,09 m pour un débit de 47 L/s, cote à prendre en compte dorénavant, pour le respect du dixième du module restitué. 2. Dispositif de mesure du débit dérivé: * Q dérivé : évaluation des débits au moyen d'une échelle limnimétrique positionnée à l'entrée du bief, avec lecture directe du débit dérivé correspondant sur une abaque en fonction de la hauteur d'eau mesurée sur l'échelle.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Continuité écologique – dispositifs de franchissement de la prise d'eau

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 01/04/2008, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, prélèvements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : - Le fonctionnement de la pisciculture est conforme au I de l'article L. 214-17 et à l'article L. 214-18 du code de l'environnement, notamment pour ce qui concerne : * la mise en place des ouvrages de prélèvement d'eau, qui ne doivent pas gêner le libre écoulement des eaux ; * les prélèvements d'eau associés. - Dans les cours d'eau dont la liste est établie en application du 2° du I de l'article L. 214-17 du code de l'environnement, toutes dispositions sont prises pour assurer la libre circulation des poissons migrateurs du cours d'eau (avalaison et dévalaison) au moyen de passes à poissons ou autres dispositifs appropriés.
Constats : - La montaison est assurée par une passe à poisson comportant plusieurs bassins. Cette passe à poisson semble ne pas respecter les critères piscicoles de l'OFB (taille trop petite des bassins pour dissiper l'énergie notamment et hauteurs de chute trop élevées pour certaines espèces cibles du cours d'eau). - La dévalaison est assurée par un canal de transfert, la réception se fait sur le radier béton du déversoir.
Demande de l'inspection : - L'exploitant fait réaliser un diagnostic de conformité par un bureau d'étude spécialisé, pour confirmer ces constats, et proposer des solutions de mise en conformité. Pour avis sur cette mise en conformité, vous pourrez solliciter une expertise de l'OFB et vous appuyer sur leurs recommandations pour mettre en œuvre le dispositif adéquat. Pour la dévalaison, les conditions du transfert sont à améliorer : le tirant d'eau dans le canal pourrait être augmenté par l'ajout de planches/batardeaux ; et surtout, l'exutoire du canal est à revoir, de manière à ce que la réception se fasse dans une fosse suffisamment profonde. - L'exploitant transmet à l'inspection au plus tard le 15 décembre 2024, les conclusions de l'étude et les solutions retenues pour la mise en conformité de dispositifs de franchissement.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Suivi des débits

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 01/04/2008, article 23
Thème(s) : Risques chroniques, prélèvements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : - Article 23 de l'AM du 01/04/2008 : * Le suivi du débit dérivé et, le cas échéant, du débit réservé est effectué selon une fréquence déterminée dans l'arrêté d'autorisation. * Cette fréquence est d'au minimum tous les quinze jours. * Les résultats sont consignés sur un registre tenu à la disposition des services d'inspection compétents. - Arrêté préfectoral du 27/03/1991, article 5: relevé journalier des débits dérivés à l'étiage, du 1er juillet au 31 octobre.
Constats : * absence d'enregistrement du débit réservé, en particulier à l'étiage, à fréquence d'au minimum tous les quinze jours; * respect de la fréquence de mesure et d'enregistrement du débit dérivé, à fréquence hebdomadaire hors étiage; à fréquence journalière à l'étiage (du 1er juillet au 31 octobre).
Demande de l'inspection : - L'exploitant doit réaliser pour l'étiage 2023, l'enregistrement des débits réservés.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Conformité du rejet

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 27/03/1991, articles 4 et 5
Thème(s) : Risques chroniques, VL Paramètres NH4, NO2, PO4, DBO5, MES
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : - Différentiel conc. amont-aval à 100 m du rejet (en instantané) : NH4 1 mg/L - MES 30 mg/L * la teneur en ammoniacque (NH4) sera mesurée une fois par jour en période d'étiage et une fois par semaine le reste de l'année. - Les eaux rendues à la rivière devront être de nature à ne pas apporter à la propreté des eaux, un trouble préjudiciable à la salubrité publique, à la santé des animaux qui s'abreuvent à la rivière, à la conservation du poisson, à leur utilisation pour l'agriculture et l'industrie : * le rejet doit être de nature à permettre le respect des objectifs de qualité des eaux assignés à la rivière Quillimadec : les critères du bon état physico-chimique : conc. NH4 0,5 mg/L conc. NO2 0,3 mg/L conc. NO3 0,5 mg/L conc. PO4 mg/L conc. Pt 0,2mg/L

Constats :

- constats de conformité du paramètre NH4 étiage 2022 (sur 133 contrôles réalisés à fréq. journalière ; sur 33 contrôles réalisés à fréq. hebdomadaire) ; et du paramètre NO2 étiage 2022 (sur 11 contrôles réalisés à fréq. 1x/15j) -

- conformité des paramètres NH4, NO2, PO4, DBO5 et MES sur 7 contrôles mensuels janvier à octobre

- **absence de résultats transmis des 5 contrôles mensuels 2022 réalisés sur des prélèvements en date du 28/02, 31/03, 30/07, 30/11 et 30/12.**

- **dépassement du différentiel NH4 > 0,5 mg/L** norme du bon état physico-chimique de la rivière Le Quillimadec :

✕ **lors de 5 contrôles à l'étiage** sur 113 (soit 4,4%) : 2 contrôles effectués en juillet, 1 contrôle en septembre, 2 contrôles en octobre:

Date	différentiel NH4	conc. amont
23.07	0,54 mg/L	0,04 mg/L
24.07	0,52 mg/L	0,08 mg/L
13.09	0,51 mg/L	0,09 mg/L
24.10	0,51 mg/L	0,09 mg/L
25.10	0,51 mg/L	0,12 mg/L

✕ **lors de 3 contrôles hors étiage** sur 33 (soit 9,1%), effectués en décembre 2022 :

N° de sem.	différentiel NH4	conc. amont
50	0,51 mg/L	0,08 mg/L
51	0,52 mg/L	0,9 mg/L
52	0,51 mg/L	0,07 mg/L

L'absence de contrôle de la concentration NH4 durant 10 jours en septembre, du 17/09 au 26/09, est dû à un arrêt maladie de l'exploitant.

- **Dépassement de la quantité d'aliment pouvant être distribué**, en considérant les débits mensuels quinquennaux secs, selon l'étude d'acceptabilité IDEE Aquaculture de mai 2021, **durant la période d'avril à juin, et de septembre à novembre 2022** : pour le respect de la norme en différentiel 0,5 mg/L et pour des débits de rivière QMNA5, l'étude de mai 2021 indique une quantité max. d'aliment distribué en septembre de **95 kg/j**, en octobre de **115 kg/j** et en décembre de **365 kg/j**.

Mois	Quantité max. pour respecter le bon état en kg/j	Aliment distribué en kg/j
janvier	420	243
février	450	344
mars	450	388
avril	325	342
mai	225	285
juin	180	219,6
juillet	135	91,6
août	90	84
septembre	95	170
octobre	115	261
novembre	205	452
décembre	365	399

- **Les résultats du suivi milieu en amont du rejet de la station d'épuration de Lesneven, station située en aval du rejet de la pisciculture** (cf annexe point 2.5 suivant) montrent :

* **des concentrations en NH4 supérieures à 0,50 mg/L** de juin à octobre, qui varient de 0,58 à 0,68 mg/L, excepté en août, et à **celles trouvées par l'exploitant**, à l'aval 100 m du rejet, variant de 0,29 à 0,60 mg/L.

* **des concentrations en NO2 supérieures à 0,30 mg/L** pour la période de juillet à octobre, qui varient de 0,31 à 0,55 mg/L, et à **celles trouvées par l'exploitant**, variant de 0,10 à 0,20 mg/L.

- Dans l'étude d'acceptabilité IDEE Aquaculture de mai 2021, le paramètre NH4 est un facteur limitant tout au long de l'année, sauf aux mois de février et mars, pour des débits QMNA5, et de mai à novembre, pour des débits moyens mensuels. Les taux d'alimentation sont très faibles à ces périodes mais la quantité de biomasse présente est très élevée (cf. point de contrôle n° 1). Cette quantité de biomasse n'a pas été assez réduite pour diminuer la densité de poisson dans les bassins. **Par conséquent, la quantité d'aliment distribué n'a pas été assez diminuée d'avril à juin et de septembre à novembre pour respecter la norme du bon état en fonction du débit de rivière disponible, vis-à-vis du paramètre ammonium et nitrites.** Dans la rivière, tout Le NH4 se transforme en nitrites qui se transforment en nitrates, paramètre déclassant de l'état écologique du cours d'eau le Quillimadec, classé à l'état moyen.

Demande de l'inspection :

L'exploitant transmet à l'inspection

* l'interprétation des résultats non conformes concernant le dépassement du différentiel de concentration en NH4 lors de 8 contrôles en 2022 (débit, quantité d'aliment distribué, taux de rationnement/ stock poisson, etc.);

* les mesures correctives mises en oeuvre au prochain étiage :

➤ mise en oeuvre de contrôles externes de recalage, afin de comparer les résultats d'analyses sur un même échantillon par l'exploitant et par le laboratoire et s'assurer de la fiabilité de ses analyses (écarts de concentration en NH4 et NO2 trouvés entre le suivi amont de la STEP de Lesneven et le suivi aval 100 m du rejet de la pisciculture) ;

➤ mise en place d'un tableur pour le calcul de l'aliment distribué en fonction des débits et des concentrations amont pour le respect des normes ammonium/nitrites, afin d'adapter la quantité d'aliment distribué au débit disponible et maîtriser l'impact du rejet de la pisciculture.

* les rapports des 5 analyses mensuelles du laboratoire Capinov réalisées sur des prélèvements du 28/02, 31/03, 30/07, 30/11 et 30/12.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

2-5) Annexe : comparaison du suivi milieu 2022 en amont de la station d'épuration de Lesneven avec le suivi pisciculture 2022 du Moulin de Lescoat, à l'aval 100m de son rejet:

Résultats du suivi milieu 2022 en amont du rejet de la STEP de Lesneven

Paramètre	05.01	07.04	11.06	10.07	24.07	08.08	17.08	28.09	05.10	19.10	03.11	Normes Bon Etat
DCO / mg O2/L	44	57									51	30
MES mg /L		85										50
NH4 mg /L	0,36	0,22	0,66	0,61	0,68	0,49	0,40	0,62	0,61	0,58	0,28	0,5
NO2 mg /L				0,32	0,36	0,31	0,33	0,35	0,55	0,43		0,3
NO3 mg /L					47							50(DCE) 46 (SAGE)
Pt mg /L		0,30	0,25				0,21	0,23	0,21	0,24		0,2

Résultats du suivi pisciculture 2022 du Moulin de Lescoat, à l'aval 100 m de son rejet, en amont du rejet de la STEP de Lesneven

Paramètre	05.01 Sem. 1	07.04 Sem. 14	11.06	10.07 Sem. 28	24.07 Sem. 30	08.08 Sem. 32	17.08	28.09	05.10 Sem. 40	19.10 Sem. 42	03.11
NH4 mg /L	0,16	0,32	0,37	0,54	0,6	0,3	0,44	0,48	0,29	0,44	-
NO2 mg /L				0,1	0,15	0,2	-	-	0,15	0,15	